

MISE À JOUR SEMESTRIELLE

septembre 2024

Cette mise à jour semestrielle du GRFC 2024 s'appuie sur les données disponibles à la fin du mois d'août 2024 pour montrer l'évolution des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et malnutrition aiguë depuis le pic de 2023.

MESSAGES CLÉS

Au Soudan, la famine (Phase 5 de l'IPC) continue dans le site de déplacés internes de Zamzam, près d'El Fasher, au Darfour du Nord, et devrait persister jusqu'à octobre 2024. De nombreuses autres zones du pays sont menacées de famine, mais le manque de données a empêché les analyses dans de nombreuses zones difficile à atteindre. Au total, 25,6 millions de personnes au Soudan sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë pendant la période de soudure de juin à septembre, soit une augmentation de 26 pour cent par rapport à la même période en 2023. Le conflit a également eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale, plus de 2 millions de personnes étant contraintes de fuir vers les pays voisins, principalement vers les pays connaissant des crises alimentaires majeures, notamment le Tchad et le Soudan du Sud.

La bande de Gaza (Palestine) reste la crise alimentaire la plus sévère de l'histoire du Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC), la totalité des 2,2 millions d'habitants ayant toujours un besoin urgent d'aide alimentaire et de soutien de leurs moyens d'existence entre mars et avril 2024. La sévérité de la crise s'est intensifiée, la moitié de la population étant en situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC) au cours de cette période, contre un quart en décembre 2023-février 2024. Bien que ce chiffre ait été projeté pour diminuer à 22 pour cent en juin-septembre 2024 et que les données disponibles n'indiquent pas de famine (Phase 5 de l'IPC), le risque de famine persiste.

De meilleures récoltes et la stabilisation des économies ont permis d'améliorer la sécurité alimentaire dans 16 pays. L'**Afghanistan**, le **Kenya**, la **République démocratique du Congo**, le **Guatemala** et le **Liban** ont tous enregistré une baisse d'au moins 1 million de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë depuis le pic de 2023, mais ils restent des crises alimentaires majeures.

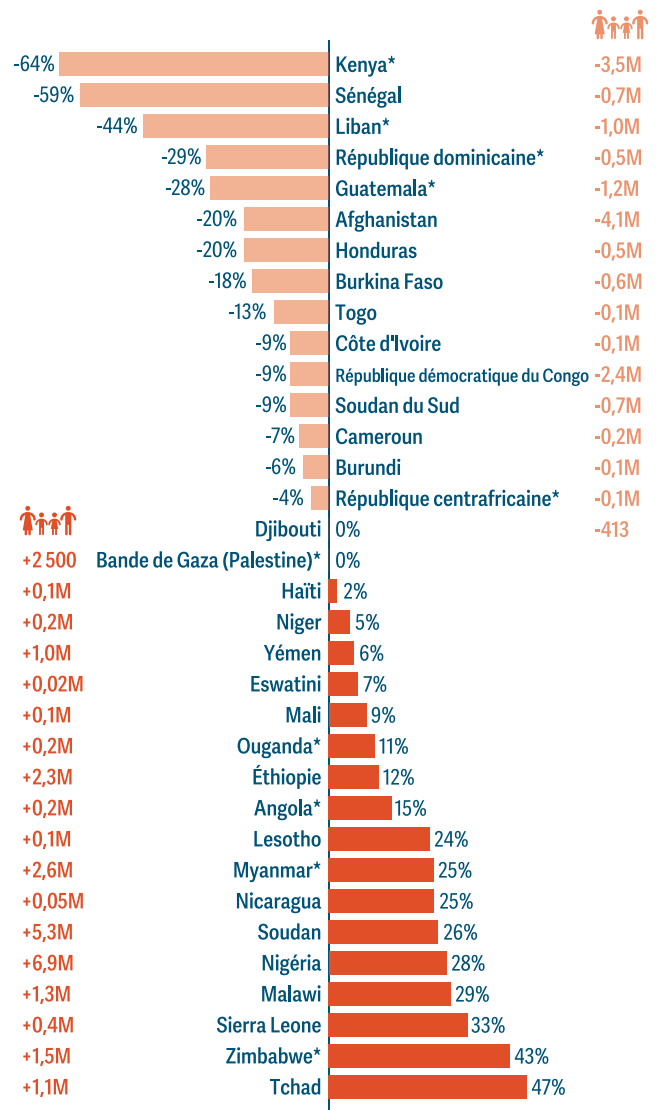
L'intensification des conflits, la sécheresse liée à El Niño et la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur ont aggravé les crises alimentaires dans 18 pays en mi-2024. Le **Nigéria**, le **Soudan**, le **Myanmar**, l'**Éthiopie**, le **Zimbabwe**, le **Malawi**, le **Tchad** et le **Yémen** ont tous signalé une augmentation d'au moins 1 million de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë par rapport au pic de 2023.

Les déplacements forcés de population dans les pays/territoires en crise alimentaire continuent d'augmenter, avec un nombre alarmant de personnes dans la **bande de Gaza** et au **Soudan** exposées à des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition.

La malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes dans les pays/territoires en crise alimentaire reste élevée, en particulier dans les zones touchées par les conflits. Le manque d'accessibilité à une alimentation saine devient un facteur de plus en plus important.

Parmi les 14 pays sans données pour 2024, la situation en **République arabe syrienne** a été signalée comme étant très préoccupante entre juin et octobre 2024 par le dernier rapport conjoint FAO-PAM sur les Hunger Hotspots.

FIGURE 1 Pourcentage et variation absolue du nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre le pic de 2023 et le 29 août 2024



Sur les 73 pays/territoires identifiés en situation de crises alimentaires dans le GRFC 2024, 45 disposent d'analyses de sécurité alimentaire aiguë valide pour l'année.

Ce graphique ne comprend que les changements dans les pays disposent de deux analyses comparables, par conséquent les pays suivants ne sont pas inclus : Bangladesh, Bénin, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Somalie, République-Unie de Tanzanie. La même analyse a été considéré pour le pic de 2023 et de 2024 pour le Pakistan et la Zambie.

Des comparaisons d'une année sur l'autre sont effectuées entre le pic de 2023 et le nombre le plus élevé disponible pour 2024. Si des périodes différentes sont couvertes au cours des deux années, la comparaison est marquée d'un *.

Voir le GRFC 2024 pour davantage de précisions sur les définitions, la méthodologie et les règles de comparabilité.

Source : FSIN, 2024

Voir l'Annexe 1 pour la base de données complète sur l'insécurité alimentaire aiguë

Les populations en catastrophe atteignent le plus haut niveau dans l'histoire du GRFC et une famine (IPC/CH Phase 5) est en cours pour la première fois depuis 2020



Le nombre de personnes confrontées à une, ou projetées en catastrophe (Phase 5 de l'IPC/CH) a plus que doublé, passant de 705 000 dans cinq pays/territoires en 2023 à 1,9 million dans quatre pays/territoires en 2024. Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire du GRFC, en raison du conflit dans la bande de Gaza et au Soudan.

En situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC/CH), les membres du ménage souffrent d'un manque extrême de nourriture et d'un épuisement de leurs capacités d'adaptation, avec un risque considérablement accru de malnutrition aiguë et de mort. La famine (IPC/CH Phase 5), résultat d'un échec collectif à protéger les vies et les moyens de d'existence, est rare, et seulement quatre cas ont été identifiés depuis 2010 : la Somalie (2011), le Soudan du Sud (2017 et 2020) et maintenant le Soudan. À court terme, elle provoque une malnutrition et des décès à grande échelle, tandis qu'à long terme, elle a de graves conséquences sociales et économiques.

Au **Soudan**, environ 755 300 personnes devraient être confrontées à une catastrophe (Phase 5 de l'IPC) d'ici septembre 2024, lors qu'aucune ne l'était en 2023. La famine (Phase 5 de l'IPC) est en cours dans le camp de déplacés de Zamzam, et d'autres zones sont exposées à un risque de famine tant le conflit est en cours et l'accès humanitaire limité (FRC, juillet 2024).

En mars-avril 2024, plus de 1,1 million de personnes dans la **bande de Gaza** étaient projetées en catastrophe (Phase 5 de l'IPC) et 495 300 personnes devraient l'être entre juin et septembre 2024. Le risque de famine persiste sur tout le territoire où les hostilités entravent l'acheminement d'assistance vitale.

Les conflits et l'insécurité ont entraîné des niveaux catastrophiques (Phase 5 de l'IPC/CH) d'insécurité alimentaire aiguë au Soudan du Sud (79 000 personnes dans les États de Jonglei et d'Unity et parmi les rapatriés du Soudan voisin) et dans la région de Ménaka au **Mali** (2 600 personnes). La gravité de

TABLEAU 1 Pays/territoires dont les populations sont confrontées à une catastrophe (IPC/CH Phase 5) en août 2024 par rapport à 2023

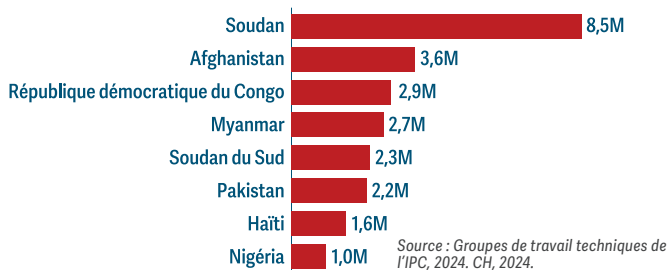
	Nombre de personnes dans IPC/CH Phase 5	Période
Soudan	755 300	juin-sept 2024
	0	juillet-sept 2023
Bande de Gaza	495 300	juin-sept 2024
	1 106 900	mars-avril 2024
	576 600	déc 2023-févr 2024
Soudan du Sud	79 000	avril-juillet 2024
	43 000	avril-juillet 2023
Mali	2 600	juin-août 2024
	2 500	juin-août 2023
Burkina Faso	0	juin-août 2024
	42 700	juin-août 2023
Somalie	0	janv-mars 2024
	40 350	avril-juin 2023
Haïti	0	mars-juin 2024
	19 200	sept 2022-févr 2023

Source : Groupes de travail techniques de l'IPC, 2023 et 2024 ; Initiative mondiale de IPC, 2023 et 2024 ; CH, 2023 et 2024.

la situation s'est atténuée au Burkina Faso, en Haïti et en Somalie, où aucune population n'était prévue dans cette phase en août 2024.

Les populations en situation d'urgence (IPC/CH Phase 4) ont besoin d'une action urgente pour sauver des vies et des moyens d'existence

FIGURE 2 Figure 2 Pays/territoires comptant plus d'un million de personnes en situation d'urgence (IPC/CH Phase 4), août 2024



Parmi les 28 pays/territoires avec des données désagrégées sur la sévérité, huit font face à une augmentation du nombre de personnes en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC/CH).

La population dans cette phase a plus que doublé au **Burundi** et en **Eswatini**, et a augmenté au **Lesotho** et au **Malawi**, principalement en raison des effets de la sécheresse provoquée par El Niño. Les conflits et l'insécurité ont entraîné des augmentations au **Tchad**, au **Mali**, au **Myanmar** et au **Soudan**.

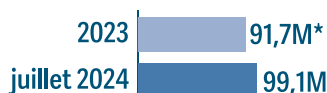
Le nombre de personnes en phase 4 de l'IPC/CH a diminué dans 19 pays, la plus forte réduction étant observée en **Afghanistan**, suivie par le **Kenya** et la **République démocratique du Congo**. Tous ces pays restent des crises alimentaires majeures.

DÉPLACEMENT |



Le nombre de personnes déplacées de force, qui sont extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, continue d'augmenter dans les pays/territoires en crise alimentaire, atteignant un nouveau record

FIGURE 3 Nombre de personnes déplacées de force dans 59 pays/territoires touchés par une crise alimentaire



*Le chiffre met à jour le total de déplacement du GRFC 2024, suite à la publication de nouvelles données (Tendances mondiales du HCR, GRID 2024).

Source : GRFC GTT Déplacement, 2024.

Dans les 59 pays/territoires avec des données sur la sécurité alimentaire aiguë dans le GRFC 2024, le nombre de personnes en déplacement forcé a atteint environ 99,1 millions en juillet 2024, contre 91,7 fin 2023.

Cette augmentation est principalement due aux 1,6 million de personnes déplacées supplémentaires au **Soudan** – qui reste la plus grande crise de déplacement interne au monde en termes de nombre absolu – et à la


disponibilité de données supplémentaires au **Pakistan**, en **Somalie** et au **Yémen**. Au **Myanmar**, 1,6 million de personnes supplémentaires ont été déplacées depuis intensification des combats en octobre 2023 (HCR, juillet 2024). En Haïti, la violence des gangs et l'instabilité politique continuent de chasser les gens de chez eux.

La **bande de Gaza** compte la plus grande part de population déplacée, avec neuf personnes sur dix déplacées internes, dont certaines ont été déplacées jusqu'à dix fois (UNRWA, juillet 2024). Une baisse significative du nombre de personnes déplacées a été enregistrée au Malawi suite au retour des populations après le cyclone Freddy en 2023 (GRID, 2024).

Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile a significativement augmenté au **Tchad**, en **Éthiopie** et au **Soudan du Sud**, surtout à cause du conflit au Soudan. En Amérique latine, de grandes populations de migrants restent déplacées en Colombie, en Équateur et au Pérou en raison de difficultés économiques.

[Voir l'Annexe 2 pour la base de données complète sur le déplacement.](#)

NUTRITION |

 **L'aggravation ou la persistance de l'insécurité alimentaire aiguë, des services inadéquats, de mauvaises pratiques nutritionnelles et manque d'accessibilité financière à une alimentation saine entraînent des niveaux critiques de malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes dans certaines crises alimentaires.**

Les données disponibles en 2024 pour 21 crises alimentaires ont révélé que le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë a augmenté au **Cameroun**, au **Tchad**, à **Djibouti**, en **Haïti**, au **Soudan**, en **République arabe syrienne**, en **Ouganda** et au **Yémen** et a diminué en **République centrafricaine**, en **Éthiopie**, au **Kenya**, à **Madagascar**, au **Mali**, au **nord du Nigeria** et en **Somalie**. Au **Burkina Faso**, au **Pakistan** et au **Soudan du Sud**, ce nombre est resté inchangé par rapport à 2023. Le suivi de la situation nutritionnelle au **Myanmar** indique une détérioration progressive ces dernières années.

La malnutrition aiguë dans certaines régions du Tchad, de Haïti, du Kenya et du Yémen a été classifiée critique et extrêmement critique (Phases 4 et 5 de l'IPC AMN). En Éthiopie, la proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë a augmenté de manière significative dans les zones touchées par la sécheresse (SMART, 2024), malgré la baisse nationale du nombre d'enfants malnutris.


Au Soudan, les niveaux déjà élevés de malnutrition aiguë ont continué d'augmenter, en particulier chez les enfants, en raison des déplacements massifs de population, de l'accès humanitaire limité, de la perturbation des services de nutrition et de santé et du début de la période de soudure (Analyse de la vulnérabilité nutritionnelle du Soudan, mai 2024). En juillet, le Comité d'examen de la famine a conclu que la prévalence de la malnutrition aiguë est probablement supérieure au seuil extrêmement critique de 30 pour


cent (Phase 5 de l'IPC AMN) dans les camps de déplacés internes autour d'El Fasher, au Darfour du Nord, et que la situation est probablement similaire dans d'autres États à forte concentration de déplacés internes. Les dernières données des États du Darfour Occidental et de la mer Rouge continuent d'indiquer une prévalence élevée de la malnutrition aiguë globale, dépassant le seuil de 15 pour cent de malnutrition critique (Phase 4 de l'IPC AMN) (SMART, 2024).

Depuis mars 2024, des niveaux moins sévères de malnutrition aiguë ont été observés dans la **bande de Gaza**, mais la volatilité du conflit risque de détériorer rapidement la situation (GNC, juin 2024). Le régime alimentaire des plus vulnérables – les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes – continue d'être extrêmement pauvre, et l'accès aux services de santé et à l'eau potable est très limité. Près de 90 % des enfants sont touchés par au moins une maladie, ce qui accroît leur vulnérabilité à la malnutrition et à la mort. La plupart des enfants âgés de 6 à 23 mois dépendent du lait maternel et n'ont pas accès aux aliments complémentaires nécessaires, ce qui augmente leur risque de malnutrition chronique.


[Voir l'Annexe 3 pour la base de données complète sur la nutrition](#)

FACTEURS | Les causes des crises alimentaires sont interdépendantes et se superposent à des faiblesses structurelles

 **Les conflits** sont la principale cause d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguës, notamment dans la bande de Gaza et au Soudan, où les conflits ont également des ramifications régionales. L'intensification et la persistance des hostilités limitent l'accès humanitaire, empêchant la fourniture d'aide alimentaire et le soutien de leurs moyens d'existence.

 **Événements climatiques** se sont aggravés. Les températures des six premiers mois de 2024 ont été les plus élevées jamais enregistrées, pour un total de 12 mois consécutifs de chaleur record (UE, juin 2024). Les effets du phénomène El Niño récemment terminé se font toujours sentir, avec une sécheresse généralisée et des répercussions sur la production alimentaire, en particulier en Afrique australe, en Amérique latine et Caraïbes, y compris le corridor sec et l'État plurinational de **Bolivie**. Il y a une probabilité accrue d'occurrence du phénomène La Niña au second semestre de 2024, ce qui pourrait entraîner des précipitations inférieures à la moyenne dans la Corne

orientale de l'Afrique, augmenter la probabilité d'une saison des ouragans supérieure à la moyenne dans l'Atlantique et d'inondations dans certaines parties de l'Amérique latine et Caraïbes, et des conditions plus humides en Afrique australe et en Asie du Sud-Est (FAO, juillet 2024 ; FEWS NET, août 2024, ICPAC, 2024, SADC, 2024).

 Les marchés alimentaires mondiaux sont restés relativement bien approvisionnés, tout en demeurant vulnérables aux perturbations induites par les événements climatiques extrêmes et par les tensions géopolitiques (FAO, juin 2024). L'inflation alimentaire domestique a ralenti dans certains pays mais reste élevée dans d'autres, notamment en **Haïti**, au **Myanmar**, au **Malawi**, au **Soudan du Sud** et au **Zimbabwe** (Banque mondiale, juin 2024). De nombreux pays pauvres continuent d'avoir une dette publique insoutenable, 54 pour cent des pays à faible revenu étant en situation, ou présentant un risque élevé, de surendettement (FMI, juillet 2024).

RÉGIONS |

Afrique de l'Est

Le conflit dévastateur au **Soudan** a de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire au niveau national et régional. Dans certaines zones localisées d'**Éthiopie**, du **Kenya**, de **Somalie**, du **Soudan du Sud** et d'**Ouganda**, les violences intercommunautaires, les conflits liés aux ressources et les vols de bétail continuent de perturber les moyens d'existence, les marchés, les flux commerciaux et l'aide humanitaire (ICPAC, avril 2024).

Les pluies de mars à mai ont accru la productivité des cultures et du bétail, augmentant ainsi la disponibilité alimentaire et les opportunités de moyens d'existence et améliorant la sécurité alimentaire, en particulier au Kenya. Elles ont également provoqué des crues soudaines et des glissements de terrain qui ont causé des dégâts localisés au **Burundi**, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Les précipitations supérieures à la normale prévues pour la période de juin à septembre pourraient entraîner une amélioration de la sécurité alimentaire à Djibouti et dans certaines parties de l'Éthiopie, du Kenya, du Soudan du Sud, du Soudan et de l'Ouganda, mais elles pourraient également provoquer des inondations. D'octobre à décembre 2024, La Niña devrait apporter des

précipitations inférieures à la moyenne dans l'est de la Corne de l'Afrique.

Les prix élevés des denrées alimentaires continuent d'éroder le pouvoir d'achat des ménages. Les prix ont été les plus élevés au Soudan et au Soudan du Sud, suivis de l'Éthiopie et de l'Ouganda (PAM, août 2024).

Afrique centrale et austral

La sécheresse de 2023–2024 provoquée par El Niño a entraîné de mauvaises récoltes et des pertes de bétail dans de grandes parties de l'**Angola**, du **Lesotho**, de **Madagascar**, du **Malawi**, du **Mozambique**, de la **Namibie**, de la **Zambie** et du **Zimbabwe**. La période de soudure de novembre 2024 à mars 2025 devrait commencer plus tôt et être plus grave que d'habitude. Les prix élevés des denrées alimentaires, dans un contexte de baisse de la production de maïs et de possibilités limitées de revenus agricoles salariés, vont gravement réduire le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres de la région. Les pires détériorations de l'insécurité alimentaire aiguë sont attendues en Zambie, en Namibie, au Zimbabwe et au Malawi, qui ont tous déclaré l'état de catastrophe due à la sécheresse (SADC, août 2024). Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays par l'intensification des conflits reste élevé en **République démocratique du Congo** et au Mozambique (GRID, 2024).

Il n'y a pas de données sur l'insécurité alimentaire aiguë pour 2024 pour les populations résidentes et réfugiées au Congo.

[Pour plus d'informations, veuillez consulter le Focus régional du GRFC 2024 sur les États membres de l'IGAD \(août 2024\)](#)

Afrique de l'Ouest et Sahel

Au niveau régional, les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë seraient plus élevés qu'en 2023 (CH, mars 2024). Le **Nigeria** a connu la détérioration la plus forte, en raison d'une inflation record et des conflits dans le nord, suivi du **Tchad**, en raison de la baisse de la production agricole et des mauvaises conditions pastorales, et de la **Sierra Leone**, où des niveaux élevés de l'inflation ont persistés. Le **Niger** a connu une légère augmentation en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'augmentation des coûts de l'aide humanitaire associée à la fermeture des frontières.

Le **Mali** a connu une augmentation de plus de 60 pour cent du nombre de personnes en situation d'urgence (phase 4 du CH) ainsi qu'une poche persistante de 2 600 personnes en catastrophe (phase 5 du CH) dans la région de Ménaka, principalement en raison d'un conflit prolongé et de l'insécurité.

Des baisses significatives du nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ont été signalées au **Sénégal**, en raison de la baisse des prix alimentaires suite à une récolte supérieure à la moyenne en 2023, et au **Burkina Faso**, avec 30 pour cent de personnes en moins dans la phase 4 du CH et aucune population en catastrophe (phase 5 du CH) en raison de niveaux plus élevés de production céréalière et de cultures de rente et d'un accès humanitaire accru. Le **Cameroun**, le **Togo** et la **Côte d'Ivoire** ont également connu des améliorations. De nouvelles données sur l'insécurité alimentaire aiguë sont disponibles pour les réfugiés au **Tchad** mais aucune nouvelle donnée n'est disponible pour le **Libéria**.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport Régional sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2024 (RRSAN) (Juin 2024)

Asie

L'insécurité alimentaire aiguë s'est détériorée au **Myanmar** conjointement à l'intensité accrue du conflit armé et au nombre croissant de personnes déplacées (FAO/PAM, juin 2024 ; OCHA, juin 2024). Au Bangladesh, les prix alimentaires élevés qui persistent limitent le pouvoir d'achat des ménages, tandis que les inondations prolongées dues à la mousson depuis mai, les troubles civils et le couvre-feu ont gravement affecté la capacité des ménages à générer des revenus dans de nombreuses régions du pays (PAM, août 2024).

Le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë a diminué en **Afghanistan** grâce à de meilleures récoltes en 2023 et à une assistance humanitaire et un soutien des moyens d'existence. Néanmoins, la stagnation économique, les inondations localisées, la diminution des envois de fonds et l'afflux de rapatriés continuent d'entraver l'accès à la nourriture (IPC, mai 2024). Les régions du Baloutchistan, du Sind et du Khyber Pakhtunkhwa au **Pakistan** devraient connaître une amélioration saisonnière, mais les niveaux restent particulièrement élevés (IPC, mai 2024). Il n'y a pas de nouvelles données sur l'insécurité alimentaire aiguë au Sri Lanka, une crise alimentaire majeure en 2023.

Europe

La guerre en **Ukraine** continue de perturber le secteur agroalimentaire du pays et de générer des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, en particulier dans les zones de conflit. Les dégâts et la destruction des infrastructures essentielles, ainsi que la contamination des terres agricoles par les mines terrestres, ont limité l'activité agricole et le transport des récoltes vers les

marchés locaux et les destinations d'exportation. Les coûts logistiques et de production élevés ont érodé les moyens d'existence, réduisant les revenus des agriculteurs et les salaires de millions d'Ukrainiens ruraux (IFPRI, avril 2024). Même si la pression mondiale créée par la guerre depuis 2022 sur l'offre de céréales et d'oléagineux s'est atténuée, cette dernière reste vulnérable aux chocs dus aux variations du volume des exportations ukrainiennes. En 2024, les exportations de blé devraient diminuer tandis que celles d'oléagineux devraient augmenter (FAO, juillet 2024).

Il n'y a pas de nouvelles données sur l'insécurité alimentaire aiguë pour l'Ukraine, qui était une crise alimentaire majeure en 2023.

Amérique latine et les Caraïbes

Un ralentissement général de l'inflation dans la région à la mi-2024, à l'exception de **Haïti**, a amélioré l'accès à la nourriture, la plupart des pays ayant vu leurs taux de l'inflation passer de deux chiffres en 2023 à un seul chiffre (Trading Economics, 2024). Cela a contribué à une baisse importante de l'insécurité alimentaire aiguë en **République dominicaine** et au **Honduras** (IPC, décembre 2023 ; IPC, mai 2024). Le Guatemala a également connu des baisses. Cela est principalement dû à l'absence de chocs climatiques ou socio-économiques extrêmes conduisant à une plus grande disponibilité de nourriture issue de la dernière récolte combinée à une augmentation du pouvoir d'achat (IPC, août 2024).

Le **Nicaragua** est confronté à une augmentation de 25 pour cent de l'insécurité alimentaire aiguë dans un contexte de baisse potentielle de la production de céréales de base (FEWS NET, 2024). En Haïti, la violence des gangs, l'instabilité politique et les taux d'inflation élevés perdurent, mais aucune nouvelle analyse n'est encore disponible pour 2024 (IPC, mars 2024). Il n'y a pas de nouvelles données sur l'insécurité alimentaire aiguë au **Salvador** ou pour les populations résidentes et migrantes en **Colombie**, une crise alimentaire majeure en 2023, ni en **Équateur** ou au **Pérou**.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les conflits restent le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë. L'intensification des opérations militaires en **Palestine (bande de Gaza et Cisjordanie)**, les frappes de représailles et les attaques transfrontalières dans toute la région, ainsi que l'intensification des hostilités dans le passage maritime clé de la mer Rouge, posent un risque critique pour la sécurité alimentaire dans la région et le transport maritime mondial (ONU, juillet 2024).

Au **Liban**, le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë a diminué mais reste élevé, et la situation sécuritaire, en particulier le long de la Ligne bleue, reste instable avec une augmentation des déplacements en provenance du sud du Liban depuis le début du conflit dans la bande de Gaza (ONU, juin 2024).

Au **Yémen**, la baisse de l'aide alimentaire humanitaire depuis décembre 2023, notamment dans les zones contrôlées par les autorités basées à Sanaa, a entraîné une aggravation de la crise (FEWS NET, juin 2024).

L'arrivée de l'hiver pourrait aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la région, en particulier pour les populations déplacées vivant dans des abris inadéquats.

Il n'y a aucune nouvelle donnée sur l'insécurité alimentaire aiguë pour les populations de réfugiés en **Algérie**, en **Égypte**, en **Irak**, en **Jordanie** et en **Turquie**, pour les populations de Palestine (Cisjordanie) et de **République arabe syrienne**, qui a été l'une des dix pires crises alimentaires en 2023.

Voir la Bibliographie



Food and Agriculture Organization of the United Nations



FOOD SECURITY CLUSTER



Global NUTRITION CLUSTER



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE IFPRI



IOM UN MIGRATION



SICA Sistema de la Integración Centroamericana



UNHCR THE UN REFUGEE AGENCY



UNICEF for every child



USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE



WFP World Food Programme



Food Security Information Network Joint analysis for better decisions



www.fsinplatform.org

@FSIN_News



Global Network Against Food Crises INTEGRATED ACTIONS FOR LASTING SOLUTIONS



www.fightfoodcrises.net

@fightfoodcrises

